

Journal de 23 heures
Ce soir au Rwanda, on apprend qu'un
sous-officier français et sa femme auraient été
assassinés à leur domicile

Richard Tripault, Francine Raymond, Grégoire Deniau

France 3, 8 avril 1994

**En France, le Parquet de Paris confirmait aujourd'hui la thèse
du suicide de François de Grossouvre.**

[Richard Tripault :] La Belgique et la France envisagent ce soir d'évacuer leurs ressortissants qui se trouvent pour la plupart à Kigali, la capitale. Francine Raymond.

[Francine Raymond :] À 41 ans, Agathe Uwilingiyimana était la première femme cheffe d'un gouvernement africain [un bandeau "aujourd'hui, massacres" s'affiche à l'écran ; diffusion d'une image d'archives montrant Agathe Uwilingiyimana en train de donner une interview]. Elle a été la première victime du déchaînement de violence qui sévit depuis hier [7 avril] à Kigali.

C'est en voulant protéger sa fuite que 10 Casques bleus belges chargés de sa protection ont été abattus, vraisemblablement par les hommes de la garde présidentielle assoiffée de vengeance après la mort avant-hier [6 avril] du Président rwandais [diffusion d'images d'archives montrant des Casques bleus en train de patrouiller dans la ville de Kigali].

Ce soir on apprend qu'un sous-officier français et sa femme auraient été assassinés à leur domicile. Et l'on parle déjà de plusieurs milliers de victimes [diffusion d'images d'archives montrant des soldats des FAR à l'entraînement].

["Par téléphone, Eric Bertin-Machit [Bertin-Maghit], médecins sans frontières" : "Ce qu'on sait, donc, euh, c'est que une grande partie des gens qu'on connaît – qu'on peut joindre par téléphone, par radio – ont eu des voisins,

euh..., tués. Y a eu énormément de..., de personnes, euh..., suite aux pillages, qui ont été tuées. Le CICR a commencé à sortir, euh, cet après-midi dans les rues et ils ont vraiment vu beaucoup, beaucoup de cadavres, euh..." [diffusion d'images d'archives de la ville de Kigali.]

Dans cette ancienne colonie belge, les Tutsi, minoritaires, revendiquent le pouvoir aux mains des Hutu. Mais jamais depuis quatre ans les combats n'ont été aussi violents dans la capitale rwandaise [diffusion d'images d'archives montrant des soldats du FPR].

[Jean-Pierre Chrétien, "chercheur CNRS" :] "Depuis quelques années, il y aurait plutôt une opposition entre des démocrates, disons, au Rwanda, hutu et tutsi, euh, qui essaient de dépasser cet antagonisme ethnique et d'ouvrir le pays vers plus de liberté. Et d'autre part, euh, euh..., des..., euh, la mouvance de l'ancien Président Habyarimana, qui vient de mourir, qui a mobilisé systématiquement les passions ethniques. Jamais les gens ne se sont... massacrés spontanément".]

Alors que le Conseil de sécurité des Nations unies exige la cessation des actes de violence au Rwanda, la Belgique et la France se disent prêtes à envoyer des troupes pour évacuer les étrangers pris au piège de Kigali. Les États-Unis demandent à leurs ressortissants de quitter le pays et préparent eux aussi un plan d'évacuation [diffusion d'images d'archives montrant des soldats du FPR].

[Richard Tripault :] En France, le Parquet de Paris confirmait aujourd'hui la thèse du suicide de François de Grossouvre, l'ami intime du président de la République qui s'est donné la mort hier soir [7 avril] à l'Élysée. Grégoire Deniau.

[Grégoire Deniau :] Hier soir [7 avril], François de Grossouvre s'est suicidé à l'Élysée [un bandeau "aujourd'hui, suicide" s'affiche à l'écran]. Il n'a laissé aucune explication. Ses proches le disaient fatigué et irrité d'avoir été écarté du cercle des intimes du président de la République. Ami de François Mitterrand dès les années 60, il était devenu en 81 son conseiller à l'Élysée. C'était un homme de l'ombre, l'homme des dossiers sensibles [diffusion d'images d'archives montrant notamment François de Grossouvre aux côtés de François Mitterrand].

[Hervé Brusini, "journaliste" : "Son nom a été retrouvé sur plusieurs dossiers : libanais, Irlandais de Vincennes, et tant d'autres, financiers aussi, qui ne sont pas toujours la partie la plus belle de l'action d'État".]

Depuis quelques années, sa place aux côtés du chef de l'État devenait moins importante. En 93, François de Grossouvre avait été entendu à deux

reprises dans le cadre de l'affaire Pelat [gros plan sur un dossier "COB, Affaire Pechiney" posé sur une table]. Il s'est donné la mort à l'âge de 76 ans.